

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



Allocution

de Son Excellence Dr IKILILOU DHOININE

Président de l'Union des Comores,

à la Soixante-dixième Assemblée Générale de

l'Organisation des Nations Unies

New York, le 30 septembre 2015

- Excellence Monsieur le Président de la Soixante-dixième Assemblée Générale des Nations Unies,

- **Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Chers Collègues, Mesdames et Messieurs,**

Prenant la parole pour la dernière fois, devant cette auguste Assemblée, en tant que Président de l'Union des Comores, après cinq ans d'exercice, je voudrais m'acquitter d'un devoir, celui de vous transmettre un message de solidarité du Peuple Comorien.

Je voudrais ensuite, au nom du Gouvernement comorien ainsi qu'en mon nom personnel, adresser nos sincères remerciements au Secrétaire Général des Nations Unies, Son Excellence BAN KI-Moon, et à tous ceux qui ont contribué à ce que notre séjour, ici à New York, soit si chaleureux, notamment, les autorités américaines.

Je voudrais, enfin, vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la tête de notre Soixante-Dixième Assemblée Générale, dont l'importance n'est pas à démontrer.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Notre Session s'ouvre à un moment crucial du développement de l'Humanité, depuis l'apparition de l'Homme sur Terre.

Dans la longue suite des temps, nous sommes en effet les premières générations, trois millions d'années peut-être, après l'apparition de nos lointains ancêtres, à prendre conscience des lois physiques qui nous gouvernent et des méfaits de l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles.

Comme en 1918, Mesdames et Messieurs, après la Grande Guerre, cette horreur incomparable et comme en 1945 après la victoire contre le fascisme cette idéologie avilissante, mais aussi aux années 90, face à l'absurde et folle course aux armements à destruction massive ;

aujourd'hui comme hier, rien ne nous empêche d'unir nos forces pour lutter efficacement contre la pollution et la pauvreté.

Nous, Dirigeants du Monde, conscients de la responsabilité qui est la nôtre face au désastre annoncé, devons ici et maintenant, travailler rationnellement pour sauver l'Humanité, et nous en sommes capables.

C'est maintenant que nous devons profiter de ce cadre international, sans précédent, pour mobiliser les efforts de tous les pays, pour rendre notre planète durable et équitable avant 2030, dans un programme plus qu'ambitieux.

Ainsi, au moment où notre Assemblée Générale vient d'adopter l'Agenda de développement durable ; horizon 2030, je voudrais saluer le travail remarquable et consistant accompli sous l'impulsion du Secrétaire General de notre Organisation.

L'Union des Comores, mon pays, souscrit entièrement à l'Agenda ainsi fixé, qui consolide les acquis des OMD, tout en ouvrant une nouvelle ère, à travers dix-sept Objectifs de Développement Durables, pour les quinze prochaines années.

Nous devons, ainsi, nous engager à mettre fin définitivement à la pauvreté sous toutes ses formes, éradiquer la faim, promouvoir l'agriculture durable pour garantir la sécurité alimentaire, garantir la bonne santé et promouvoir le bien-être de tous.

Nous devons, également, garantir une éducation de qualité sans exclusion, promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous et assurer l'égalité entre les sexes ainsi que l'autonomisation de toutes les femmes.

Notre devoir est aussi d'assurer la disponibilité, la gestion durable et l'assainissement de l'eau pour tous, et de garantir également l'accès à une énergie propre, abordable et durable, afin de promouvoir une croissance économique soutenue.

Pour cela, il convient d'entamer immédiatement, dans plusieurs pays, des grands chantiers pour construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation durable et sans exclusion, et encourager l'innovation partout, pour réduire les inégalités au sein et entre les pays.

Nous ne pouvons pas imaginer l'épanouissement de l'Homme sur Terre sans agir d'urgence pour lutter contre le changement climatique et ses impacts en préservant et en utilisant de manière durable les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable.

C'est ainsi que nous promovons une utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérons les forêts de manière durable, lutterons contre la désertification, stopperons et combattons la dégradation des terres et mettrons fin à la perte de la biodiversité.

Il nous faudra trouver les voies et moyens de continuer à consolider la paix dans le monde, dans le cadre du développement durable, permettre un accès à la justice pour tous et, mettre en place des institutions efficaces, responsables, à tous les niveaux.

Nous devons, enfin, bâtir un monde sans pauvreté, sans inégalités, un monde durable à travers une nouvelle feuille de route qui sauvera l'Humanité. Osons, alors, nous assigner des objectifs ambitieux parce que notre propre survie en dépend.

Honorable assistance,

Comme je l'ai souligné plus haut, nous sommes face à une situation semblable à celle que nos très proches ancêtres ont vécue avec tristesse et souffrance mais contre laquelle ils ont lutté jusqu'à remporter la victoire, j'ai nommé l'esclavagisme, ce système qui a failli exterminer une grande partie de l'Humanité, tout simplement parce qu'une partie d'elle s'est crue supérieure à toutes les autres.

Nous sommes face à une situation presque similaire à celle qu'ont connu nos pays pendant les deux guerres mondiales, mais contre lesquelles nos peuples ont donné leur vie avec courage et témérité, jusqu'à la victoire finale pour sauver l'Humanité du chaos.

Nous sommes face aux interrogations légitimes que se sont posées nos ancêtres lorsque durant un demi-siècle ils ont assisté impuissants à la course aux armements qui conduisait l'Humanité, inéluctablement, à sa propre perte mais que le bon sens a fini par stopper.

Nous sommes face à une situation semblable à celle qu'ont affrontée la presque totalité des Etats africains dont le mien, qui ont subi durant des décennies, les méfaits du colonialisme mais contre lequel les Peuples vaillants de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie ont combattu jusqu'à acquérir leur souveraineté, l'indépendance de leurs territoires et sauver l'Humanité de l'indignité, de la décadence et de la méprise.

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, le monde suit en direct les conséquences de ces guerres qui poussent des millions d'hommes, des femmes et des enfants à quitter leur patrie, à bord d'embarcations de fortune, pour se réfugier et vivre dans des conditions inhumaines et parfois même, rester en errance.

Si nous rajoutons à cela les actes barbares perpétrés par des mouvements terroristes qui se multiplient partout dans le monde notamment en Afrique, il est temps à ce que la Communauté Internationale, d'une seule voix, avec la plus grande fermeté et détermination, dise « plus jamais ça ».

Monsieur le Secrétaire Général,

Dans un monde complètement démuni où chaque nation doit prendre part à la défense de la Sécurité Internationale, comment pouvons-nous, dans un petit pays, comme le mien, participer à ce combat, si en même temps nous devons être sur le front, pour défendre notre dignité bafouée par une

puissance, «Membre Permanent du Conseil de Sécurité» de notre Organisation, dont le rôle principal est de veiller au respect des normes de droit international ?

Je dois souligner que l'Union des Comores est le seul pays au monde qui, lors de son accession à l'indépendance, n'a pas eu droit au respect du droit. En effet, contrairement à toutes les anciennes colonies, l'archipel des Comores composé des îles de Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande Comore, et qui fut admis à l'ONU comme Etat indépendant, Sujet de droit international, est amputé d'une partie de son territoire par l'ancienne puissance coloniale, la France, au mépris de toutes les normes et principes qui régissent les relations internationales.

Rappelez-vous, Mesdames et Messieurs, que contre la volonté du Peuple comorien, la France a opposé son veto et continue à exercer son pouvoir sur notre territoire.

Aujourd'hui, face à ce qui se passe en Europe de l'Est, on se demande quel sens donne l'Union Européenne au respect du droit international, en acceptant l'île comorienne de Mayotte comme Région Ultrapériphérique Européenne, au mépris des résolutions pertinentes de l'Union Africaine, de la Ligue des Etats Arabes, de l'Organisation de la Coopération Islamique et du Mouvement des Non-Alignés ?

Mesdames et Messieurs,

Lors de nos précédentes sessions, j'ai informé cette auguste Assemblée, qu'avec le Président François Hollande à Paris, nous avons signé une Déclaration Politique qui nous permet d'espérer qu'au niveau bilatéral nous trouvions une solution qui rende aux Comoriens leur dignité.

Malheureusement, à ce jour, la partie française refuse d'admettre à ce que tous les Comoriens, quelle que soit l'île dont ils sont originaires, puissent circuler librement chez eux.

Des familles séparées, des enfants mineurs abandonnés, des déplacements des populations dans des embarcations de fortune, comme ce qui se passe exactement en mer méditerranéenne, font que je vous exhorte, Monsieur le Secrétaire Général, à exiger l'application du droit international comme la France le réclame, à juste titre, et à chaque fois que les normes qui régissent la vie internationale sont transgressées.

Certes le Haut Conseil Paritaire institué entre la France et les Comores a pour objectif principal de faciliter le dialogue bilatéral et recréer cette confiance qui avait disparu entre les deux pays.

Cependant, force est de constater que la mission principale qui lui est assigné, celle de faciliter la circulation des biens et des personnes, n'a toujours pas été accomplie.

Ainsi, en continuant de faire fi du droit international sur la question de l'île comorienne de Mayotte, la France ne permet pas d'enregistrer les avancées escomptées, dans ce dialogue engagé entre les deux parties.

C'est pourquoi, du haut de cette tribune, je lance à nouveau un appel aux autorités françaises pour qu'ensemble nous trouvions les moyens de mettre fin aux drames humains qui endeuillent chaque jour des familles comoriennes.

Je m'adresse aussi à la Communauté des Nations que Vous êtes, pour que vous fassiez appliquer le droit international afin que soit trouvé un règlement définitif à ce différend.

Avec la volonté politique, rien n'est impossible. Je me félicite, d'ailleurs, du fait que la Palestine ait enfin pu hisser son drapeau aux Nations Unies.

Je salue ensuite le fait que Cuba et les Etats Unis d'Amérique aient pu prouver, que même après un demi-siècle de conflits, les Etats peuvent trouver les formules adaptées, pour sortir de l'impasse et envisager un avenir serein pour leurs peuples.

Je me réjouis, enfin, de l'accord historique conclu entre l'Iran et les pays du P5+1 sur le nucléaire, et qui augure d'une coopération internationale plus sereine.

Honorable assistance,

Mesdames et Messieurs,

Dans quelques mois, après cinq ans d'exercice d'une présidence tournante qui a échoué à l'île de Mohéli, un comorien de l'île de la Grande Comore me succèdera, conformément à notre Constitution.

Dans ce processus démocratique électoral engagé, je fais appel à l'accompagnement de la communauté internationale et des amis des Comores pour la victoire de notre jeune démocratie.

Je fais appel également à vous tous, pour qu'au-delà des échéances électorales programmées, vous accompagniez notre pays, sur la voie de la stabilité, du développement et du bien-être du peuple comorien.

Mesdames et Messieurs,

A l'heure où mon pays s'appête à amorcer, après quarante ans d'indépendance, la deuxième phase de son histoire, je reste confiant que le prochain Président des Comores pourra dire du haut de cette tribune des pays libres:

« L'Unité et l'Intégrité territoriales de mon pays, les Comores, dans ses frontières héritées de la colonisation, sont désormais acquises ! »

Je reste également confiant que mon successeur pourra dire, du haut de cette tribune des pays libres:

« Je remercie l'Organisation des Nations Unies pour avoir agi activement à la réalisation de ses principaux objectifs inscrits dans notre Charte commune».

Je reste enfin confiant qu'un Président Comorien pourra dire à ses compatriotes des quatre îles:

« L'heure est venue pour nous tous, de nous atteler ensemble à l'édification de notre pays, libre, ouvert et prospère, confiant en son avenir et en son destin de peuple. »

Je vous remercie.